



menu

- > présentation
- > émission
- > à venir
- > archives
- > nous écrire

jeudi 19 juin 2008

L'union et sa démocratie

Chronique de Bernard Guetta

Gordon Brown, même Gordon Brown l'euroscéptique, même ce Premier ministre britannique soumis à la pression des conservateurs et des tabloïds europhobes, a mis les bouchées doubles. Il a fait ratifier, hier, à la veille du Conseil européen, le projet de traité institutionnel, ce mini traité qui s'est substitué au défunt projet de traité constitutionnel et que les Irlandais avaient rejeté la semaine dernière. **C'est un signe. Face au danger de voir l'Union se déliter lentement, les dirigeants européens veulent faire front.**

Comme on l'avait senti dès samedi, ils veulent poursuivre le processus de ratification, pays par pays, attendre que les huit Parlements nationaux qui ne se sont pas encore prononcés l'aient fait à leur tour et se retourner, ensuite, vers l'Irlande pour lui demander ce qu'elle souhaite. Ce sera le moment de vérité. L'Irlande pourrait alors dire qu'elle se retire de l'Union, décision qui devrait être prise à l'unanimité des 27 Etats membres, c'est-à-dire avec sa propre voix.

Son gouvernement, qui avait vainement défendu le « oui », pourrait plus vraisemblablement souhaiter que l'Union lui donne des assurances écrites sur le fait que ce traité institutionnel ne la contraindrait ni à légaliser l'avortement ni à renoncer à sa neutralité. Cela ne poserait pas de problème puisqu'il ne s'agirait là que d'apaiser des phantasmes et les Irlandais pourraient alors être appelés à revoter.

Tout le problème est que, s'il y a beaucoup de fausses craintes à dissiper en Irlande, son vote ne tient pas qu'à elles mais aussi, bien plus profondément, à **cette fâcherie générale des Européens et de l'Europe, à ce malaise des citoyens devant un processus d'unification dont ils ne voient plus la finalité, ne maîtrisent pas le fonctionnement**, découvrent avec retard les acquis et qu'ils rejettent dans nombre de pays. Les gouvernements ont décidé d'aller de l'avant, non pas d'ignorer le vote irlandais mais d'ouvrir à l'automne, passions retombées, une discussion rationnelle avec ce pays en le plaçant devant les responsabilités que lui confère sa liberté.

Il n'y avait pas grand-chose d'autre à faire mais, **quand bien même un « oui » de l'Irlande viendrait, l'année prochaine, annuler son « non », le malaise européen n'en serait pas moins grand.** Crise il y a. Elle est grave et le seul élément rassurant dans cette affaire est qu'on prend, enfin, conscience, de toutes parts, que **le premier problème de l'Union est son manque de démocratie.**

La démocratie de l'Union – car elle existe, beaucoup plus réelle qu'on ne le dit – est tellement indirecte et faussée par les tractations entre gouvernement nationaux que tant que le Parlement, et les électeurs à travers lui, n'auront pas clairement la primauté dans l'Union, cette crise durera. Tant qu'il n'y aura pas de partis paneuropéens pour proposer aux citoyens européens des programmes sur lesquels élire une majorité parlementaire qui prendrait alors les manettes de la Commission, de l'exécutif européen, cette crise s'aggravera.
